Institut d'Etudes Judiciaires

Université MONTESQUIEU Bordeaux IV

EXAMEN D'ENTREE AU C.R.F.P.A

Session 2008

Mardi 16 septembre 08

Procédure Pénale

NOMBEL

CAS PRATIQUE

Durée de l'épreuve 2 h 30

Mlle C. de

Un soir d'été, Marcus Siméoni s'étouffe en avalant de travers un pilon de poulet. Il laisse pour unique héritier un fils, Albert. Celui-ci est néanmoins quelque peu désappointé lorsqu'il prend connaissance du montant de son héritage car quelques jours avant son décès Marcus Siméoni a été violemment dépouillé de ses tableaux de maître, de ses antiques figurines religieuses et de son argent liquide. Aussi Albert estime-t-il de son devoir filial de saisir la justice pénale afin que soit effacé le dommage éprouvé par son père ainsi que – accessoirement – son propre préjudice.

Sur le conseil avisé d'une amie, Valérie N., il adresse sa plainte au procureur de la République. Mais, à son grand désarroi, celui-ci ne saisit le juge d'instruction A. Malgou que des faits de vol. Ne pouvant tolérer que soient ainsi passées sous silence les violences dont son père a également été victime, Albert décide de se constituer directement partie civile auprès du juge Malgou. Le juge Malgou déclare cette constitution recevable. Cependant, estimant les violences insuffisamment établies, il entreprend de n'instruire que sur le vol.

Afin d'en identifier l'auteur, il confie aux services de l'identité judiciaire le soin de relever les empreintes se trouvant au domicile de Marcus Siméoni et de photographier les lieux. Mais il ne croit pas devoir en avertir Albert. Aussi est-ce par des voisins que celui-ci apprend la venue de techniciens au domicile de son père. Étonné d'être ainsi maintenu à l'écart de l'instruction, Albert se présente au greffe pour consulter le dossier de la procédure que le greffier refuse de lui remettre. Albert s'en plaint aussitôt au juge A. Malgou et décide de s'adjoindre les services d'une jeune avocate, Me Alexandra de H., afin que ses droits soient mieux respectés.

Deux mois plus tard, le jeudi 24 avril 2008, Me Alexandra de H. est invitée à assister le mardi suivant à une confrontation entre son client et une antiquaire connue des services de police pour avoir été impliquée dans un important trafic d'objets d'art. Elle prend donc connaissance du dossier d'instruction. Elle n'y trouve aucune trace de la mission confiée aux services de l'identité judiciaire. En revanche, elle découvre que, fin mars, deux autres personnes se sont également constituées parties civiles, l'assureur de Marcus Siméoni, qui souhaite être dédommagé des indemnités qu'il a versées à Albert à la suite du vol, et une voisine de Marcus Siméoni, Mme Isabelle Y., qui prétend avoir subi le même jour que lui un vol au mode opératoire identique. Elle apprend également qu'alors que le juge Malgou a déclaré ces personnes recevables en leur constitution de partie civile, le procureur de la République a, le 10 avril, contesté celle d'Isabelle Y. devant chambre de l'instruction. Cela n'a toutefois pas empêché Isabelle Y. de solliciter du juge d'instruction l'audition, en présence de son propre avocat, d'une antiquaire, Esther B., chez qui elle croit avoir reconnu des tableaux lui appartenant. Le mardi 29 avril, Albert se présente seul au cabinet du juge Malgou, son avocate étant retenue à une audience correctionnelle. Il prie le juge de reporter la confrontation. En vain, puisque celui-ci le mène devant la boutique d'Esther B., lui demande s'il reconnaît cette dernière au travers de la devanture et le laisse repartir après avoir recueilli sa réponse négative.

Le jeudi 7 mai, le juge Malgou procède à l'audition d'Esther B. Esther B., qui n'a aucunement été avertie des soupçons qui planent sur elle, s'étonne que l'avocat d'Isabelle Y. (convoqué le 4 mai) assiste à cet entretien quand personne ne l'a invitée à se faire accompagner d'un avocat. Désorientée et acculée par les questions du juge et de l'avocat, elle finit par donner des réponses embrouillées et contradictoires.

Le 4 juin 2008, la chambre de l'instruction déclare la constitution de partie civile d'Isabelle Y. irrecevable.

Cette décision laisse Me Alexandra de H. perplexe, l'amenant à s'interroger sur la recevabilité des diverses constitutions de partie civile, sur l'étendue de l'instruction menée par le juge Malgou, sur son respect du principe du contradictoire et sur la régularité de l'audition d'Esther B.